

Maroc et Algérie : quels obstacles pour l'UMA ?



Présenté par :

NAZIH Youssef

NACHID Hossam

MOUSTAID El Hocine

Plan :

Introduction

I. Une intégration économique limitée

1) Des échanges régionaux faibles

2) Contraintes économiques diverses

II. Le conflit du Sahara

Conclusion

Introduction

L'Union du Maghreb arabe est une organisation régionale fondée en 1989 par les cinq pays du Maghreb que sont l'Algérie, la Lybie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie. Cette organisation a une vocation économique. Elle veut également contribuer au développement économique par une politique d'intégration régionale : «l'objectif à long terme de ce processus est la constitution d'un marché commun grâce à l'établissement progressif de la libre circulation des biens et services, des capitaux et des hommes».

Bien évidemment, les pays membres de l'UMA ont des points communs et des différences. On va plus particulièrement se pencher sur le cas maroco-algérien ; les deux pays sont réunis par une langue et une histoire commune, mais cela ne résout pas tout. En effet, les deux pays, bien que profondément liés (les deux pays sont considérés comme «frères»), sont largement divisés politiquement. Cela fait maintenant presque cinquante ans que le problème existe, depuis la “guerre des sables” de 1963 plus précisément. Ce conflit n'a depuis d'ores et déjà plus une dimension seulement locale, mais également régionale et même internationale : il influence directement le fonctionnement de l'UMA, et l'on dit souvent qu'il représente un facteur de blocage dans sa construction.

Des facteurs économiques existent également, comme la divergence des politiques économiques des deux parties. Pour résumer, le déblocage de l'UMA se fera par la résolution du conflit saharien et l'harmonisation des politiques économiques, de sorte qu'elles soient plus homogènes.

I. Une intégration économique limitée

1) Des échanges régionaux faibles

On ne le dira jamais assez, les échanges commerciaux jouent un rôle important dans l'économie des Etats, en l'occurrence ceux qui sont membres de l'UMA, parce qu'ils représentent une grande composante du PIB de pays comme le Maroc.

Déjà, un problème majeur apparaît : les pays de l'UMA, en particulier le Maroc et l'Algérie, comptent sur les exportations de produits primaires comme le pétrole et produits chimiques pour l'Algérie, les produits miniers (principalement les phosphates) et agricoles, à hauteur de 27% des exportations totales, pour le Maroc. Logiquement, les échanges entre ces pays seront faibles, puisque nous venons de voir que ces pays exportent principalement des produits issus du secteur primaire ; ils rechercheront donc des produits autres tels que les produits technologiques. De ce fait la majorité des échanges des pays de l'UMA prennent la direction hors de la zone, en dépit de l'objet d'intensifier ce commerce entre eux. Même si les importations et les exportations entre les deux pays ont globalement augmenté entre 1998 et 2006, elles sont dérisoires.

Pourtant, l'Algérie représente en 2007 le premier partenaire commercial du Maroc au Maghreb et en Afrique avec un montant de 7 milliards de dirhams d'échanges dont 6,4 milliards de dirhams d'importations. Cela s'explique par les chiffres ; en effet, le commerce global intra-maghrébin reste encore faible avec 1,2% des échanges extérieurs de la zone en 2006.

C'est étrange, d'autant plus que la région du Maghreb arabe représente un marché pour tous ses composants, si les échanges sont bien gérés. En particulier, l'Algérie représente un marché porteur pour l'agriculture et les filières agro-alimentaire et manufacturière issues du Maroc, qui représente lui-même un marché porteur pour les produits énergétiques de l'Algérie. Pour résumer, les échanges commerciaux intra-maghrébins sont essentiellement unilatéraux. On peut donc en déduire que c'est une volonté étatique que de bloquer les échanges,

à l'image du Maroc, qui aurait pu orienter ses excédents agricoles vers la couverture de son partenaire algérien.

L'inadéquation des structures exportatrices à la demande intra-régionale justifie la faiblesse du développement des échanges régionaux maghrébins, comme nous l'avons expliqué plus haut. D'autre part, cette faiblesse de complémentarité témoigne du niveau de la sous-exploitation du potentiel des échanges intra-maghrébins, de la fermeture des marchés, du non développement des infrastructures et de la volonté de ne pas se spécialiser qui permettra à long terme des rendements et le développement d'échanges de produits différenciés, en particulier dans le cas algéro-marocain.

Les échanges intra-maghrébins restent extrêmement faibles, laissant la priorité au commerce avec l'Union européenne et les Etats-Unis.

2) Contraintes économiques diverses

La multiplication des accords commerciaux entre les pays maghrébins ne s'est pas traduite par une libéralisation suffisante des échanges intra-régionaux. Ces derniers sont demeurés pénalisés par un certain nombre de facteurs structurels, réduisant ainsi fortement la cohérence globale du schéma actuel d'intégration.

Déjà, les politiques économiques ne sont pas uniformes, et ce en raison de la mainmise de l'Etat sur l'économie. Aujourd'hui la libéralisation économique est plus présente, même si elle reste encore relative. Le Maroc et l'Algérie doivent conforter leur transition vers un système d'économie de marché, ce qui n'est pas encore tout à fait le cas.

De plus, le faible réseau infrastructurel au Maghreb est responsable de la plupart des entraves à l'intégration. Les nombreux barrages sur les routes maghrébines, la fermeture de la frontière entre l'Algérie et le Maroc, les retards aux postes

frontières, la longueur et la carence des procédures de dédouanement et la corruption de beaucoup de hauts fonctionnaires y sont pour beaucoup dans ce constat d'échec. Elles constituent pourtant un préalable, en particulier dans le contexte de la mondialisation d'aujourd'hui.

Une autre lacune de la part des deux pays en ce qui concerne le cadre institutionnel. Les producteurs et consommateurs doivent être mieux protégés, tout comme les marchés locaux, dans le cadre d'une concurrence loyale.

De toute manière, les taxes et autres droits de douanes représentent des recettes importantes, pour le Maroc et surtout pour l'Algérie qui n'a pas encore tout à fait libéralisé son économie. L'organisation bloque une fois de plus.

Existe également un régime préférentiel entre les différents exportateurs de ces pays, mais il est malheureusement mal exploité car mal connu.

La faiblesse des moyens, en ce qui concerne les services commerciaux tels que la publicité, sont une entrave de plus au commerce. En effet le Maroc a fait des progrès dans ce domaine mais l'Algérie est encore en marge, et le commerce se fait donc avec les pays industrialisés, qui sont développés dans le secteur.

La monnaie. L'une des raisons du blocage de l'UMA ; le Maroc utilise le dirham, tandis que l'Algérie utilise le dinar algérien. Ces monnaies sont non convertibles, donc pour commercer entre eux, ces pays sont contraints de le faire en devises étrangères, ce qui est rarement le cas. La solution serait la création d'une monnaie unique, une monnaie maghrébine, comme c'est déjà le cas avec l'euro. Mais à ce jour, les dirigeants de ces pays sont loin de considérer cette monnaie comme une priorité.

Comme dans toutes les organisations, l'UMA a instauré des règles et des lois spécifiques lors des congrès de sa création, et ce, dans le cadre du commerce intra-maghrébin. Cependant, ces règles sont loin d'être respectées par les Etats de l'UMA, en particulier par l'Algérie, qui soutient une vive opposition à l'application de ces lois, les trouvant trop strictes.

Il y a de réels enjeux économiques derrière ce conflit : le Sahara concentre des ressources minières d'une valeur inestimable, en plus de la voie maritime sur l'océan Atlantique, ce qui explique l'obstination de l'Algérie...

Toutes ces raisons expliquent le manque d'efficacité de l'UMA en matière commerciale, et ces pays devraient commencer par harmoniser leurs politiques économiques afin de redynamiser cette organisation régionale.

II. Le conflit du Sahara

Le Maroc et l'Algérie sont les pays les plus puissants de l'UMA, c'est évident. Ils influencent directement presque toutes les décisions prises au sein de l'organisation, de par leur nombreuse population et leur taille. Les conflits entre ces deux pays concernent donc tous les pays de la zone, en particulier le conflit du Sahara.

Soyons clairs, **le conflit du Sahara Occidental apparaît comme le principal facteur de blocage dans la construction de l'UMA.** L'obstacle premier à l'unité et à l'intégration maghrébine est donc d'abord d'ordre politique. Les deux pays ne sont pas arrivés à sortir d'une relation de méfiance et même d'hostilité depuis maintenant presque cinquante ans. De plus, il faut préciser que les tensions n'ont pas du tout diminué, bien au contraire.

*** Le front POLISARIO**

Une des figures marquantes de ce conflit reste bien entendu le front POLISARIO (Front populaire de Libération de la Saguia el Hamra et du Rio de Oro), qui lutte activement depuis 1976 contre le Maroc en vue de créer une république indépendante sahraouie dans l'actuel Sahara marocain. Inutile de préciser qu'aucune coopération n'est possible dans ces conditions, d'autant plus que l'Algérie soutient le mouvement d'une manière aveugle, aussi bien militairement et financièrement, que diplomatiquement. Cette politique est contraire à la clause du Traité de création de l'Union du Maghreb Arabe, qui stipule que : *«Les Etats membres s'engagent à ne permettre sur leurs territoires respectifs aucune activité ni organisation portant atteinte à la sécurité, à l'intégrité territoriale ou au système politique de l'un des Etats membres»*. Le non-respect de cet article prouve que l'Algérie ne fait preuve d'aucune volonté pour faire avancer l'organisation, et qu'elle préfère plutôt servir ses propres intérêts.

L'un des coûts les plus élevés du non achèvement de la construction du Maghreb Arabe est la situation de discordance qui domine les relations maroco-algériennes depuis plus de 30 ans, après que l'Algérie ait contesté les droits du Maroc. Depuis le déclenchement de l'affaire du Sahara marocain, tout concourt à établir que les problèmes fondamentaux du Maroc dans cette affaire émanent de l'Algérie, et non du Polisario lui-même ; en effet ce dernier se désagrègera dès qu'elle décidera de le priver de son soutien très généreux. Par conséquent, cette question restera la pierre d'achoppement sur laquelle se briseront tous les projets de complémentarité maghrébine. Si la question du Sahara marocain ne trouve pas une solution juste, elle constituera un obstacle insurmontable devant toutes les tentatives de normalisation des relations entre le Maroc et l'Algérie.

Pourtant, les objectifs de l'Algérie sont flous. Si l'on admet que l'objectif essentiel est d'affaiblir la position du Maroc au niveau régional et de faire obstacle à son ambition de devenir une grande force régionale, il est difficile d'admettre aussi facilement les bonnes intentions de l'Algérie dans la création d'un Etat sahraoui dans les provinces du sud marocain. Cela retarderait non seulement le processus d'intégration maghrébine, mais ferait perdre aux peuples de la région l'occasion de tirer des bénéfices de l'effectivité de l'UMA. Dans ce cas précis, ce n'est plus le Maroc seul qui est perdant, mais également l'Algérie.

Un paradoxe subsiste : le Maroc et l'Algérie pourraient tirer profit de l'organisation, grâce notamment à un coût moindre. Au lieu de cela, ils préfèrent signer des accords avec les puissances étrangères où ils sont souvent perdants et mener des politiques individuelles, alors qu'ils pourraient se dresser en bloc face aux autres puissances pour leur faire concurrence.

L'UMA est gelée depuis bien longtemps maintenant. Elle est plus à un stade théorique et symbolique aujourd'hui.

Le Maroc n'a jamais cherché à se mêler des affaires algériennes ; de ce fait le soutien algérien au POLISARIO n'a jamais intéressé le Maroc. C'est plus l'Algérie qui a provoqué le conflit, par l'intermédiaire du POLISARIO, et continue de l'alimenter aujourd'hui. Comme nous ne cessons de le rappeler, l'Algérie pourrait réaliser ses objectifs à travers la coopération maghrébine, ce qu'elle ne peut pas faire seule. Tout est une question de **fierté**. En effet, l'Algérie ne veut pas perdre la face devant le Maroc et les autres pays en cessant son soutien absurde au mouvement, car si elle le faisait, cela voudrait dire

qu'elle avait tort depuis le début. Le Maroc le sait pertinemment, et c'est pourquoi le principe du statut d'autonomie tel qu'il a été proposé par le royaume chérifien est basé sur la philosophie de **«ni vainqueur ni vaincu»**, et c'est fondamental. Le Maroc cherche avant tout à apaiser les relations avec son confrère algérien.

Mais cela n'y fait rien, et on évalue les pertes de la région maghrébine dues à l'échec de l'Union maghrébine à environ 2% de la moyenne annuelle du revenu national global dans chaque pays maghrébin.

Ce conflit est devenu structurel, officiellement provoqué par le POLISARIO, mais attisé par l'Algérie. Autant dire que les conséquences sur l'UMA sont désastreuses, bloquant entièrement son fonctionnement. Cependant, et contrairement à ce qu'on peut penser, les deux parties sont gagnantes dans ce conflit, l'Algérie comme le Maroc. Ce conflit permet en effet de masquer les différents projets de développement économique et de maintenir, sous couvert d'un sentiment nationaliste, des régimes politiques autoritaires.

Conclusion

L'UMA s'est fixée divers objectifs, dont celui de promouvoir la coopération entre ses différents membres, représentée par les deux pays les plus influents, que sont le Maroc et l'Algérie. Ces objectifs n'ont été que partiellement atteints, tant du point de vue économique que politique. On peut sans complexe dire que l'organisation est aujourd'hui bloquée.

Malgré les barrières économiques, l'Union du Maghreb Arabe ne fonctionne plus en raison du conflit saharien qui oppose le Maroc et l'Algérie ; il constitue la cause principale du problème. Les deux pays veulent servir des intérêts économiques souverains, même si la vraie raison de la poursuite du conflit est celle de l'endurcissement des politiques des deux pays, dans le but de montrer la puissance de chacun.

En ce qui concerne les réactions internationales, les puissances étrangères ont tout intérêt à ce que le conflit perdure, pour maintenir une hétérogénéité de l'espace maghrébin. Elles n'ont rien fait de concret pour mettre fin à la crise ; le Maroc et l'Algérie doivent donc trouver une solution pour entreprendre l'intégration régionale : il en va du développement de la région. Leur position stratégique au sein de l'organisation doit laisser supposer l'émergence d'un leadership, qu'ils se partageraient à tour de rôle, pour faire avancer l'UMA, surtout du point de vue social.

L'espace maghrébin occupe une position stratégique multidimensionnelle. C'est ce que le Roi Feu Hassan II a exprimé de manière éloquente lorsqu'il a décrit la position géographique et stratégique du Maroc, qui s'applique d'ailleurs aux autres pays Maghrébins, en disant que : *«Le Maroc ressemble à un arbre dont les racines nourricières plongent profondément dans la terre d'Afrique et qui respire grâce à son feuillage bruissant aux vents d'Europe»*. Les deux pays sont liés, et doivent travailler main dans la main pour faire émerger l'Union du Maghreb Arabe à un stade d'organisation régionale internationale.